

MONDE

Tel-Aviv veut l'aide nucléaire de Paris

Les autorités israéliennes entendent construire une centrale nucléaire et recherchent un appui technique de la France. Problème, elles possèdent la bombe atomique et sont opposées à un Moyen-Orient dénucléarisé.

Lors de la conférence internationale qui s'est ouverte lundi à Paris, consacrée au nucléaire civil et placée sous l'égide de l'OCDE et de l'AIEA, Israël a déclaré souhaiter construire une centrale nucléaire avec l'aide de la France. Conscient du tollé que pouvait provoquer une telle proposition, Uzi Landau, ministre des Infrastructures, a précisé que son pays, qui a « l'infrastructure technique, le savoir-faire et aussi la motivation de s'engager dans un tel effort », souhaitait le faire « en collaboration avec les scientifiques et les ingénieurs de nos voisins arabes. Nous espérons le faire dans la région et nous devons le faire pour la région ». En réalité, en guise de voisins arabes, seule la Jordanie – pays qui a signé un accord de paix avec Israël – est concernée. « Le nucléaire peut être un secteur de coopération régionale dans le but de promouvoir la paix » (sic), a expliqué Uzi Landau.

Israël posséderait quelque 200 ogives

Si nul ne saurait contester à Israël le droit de produire de l'énergie nucléaire dans un cadre civil, le dossier prend une autre tournure. Car Israël n'est pas signataire du traité de non-prolifération nucléaire et est opposé à un Moyen-Orient dénucléarisé. Tel-Aviv n'a jamais reconnu disposer d'un arsenal nucléaire, mais il est de notoriété publique qu'il posséderait quelque 200 ogives nucléaires ainsi que des missiles à longue portée. Une arme obtenue déjà avec l'aide de la France qui, en 1956, a accepté de fournir à Tel-Aviv un réacteur nucléaire de 18 mégawatts. Plus, Paris avait envoyé ses propres techniciens dans le désert du Néguev, à Dimona, pour construire secrètement un réacteur de 24 mégawatts, photographié peu après par un avion-espion américain. De Gaulle avait demandé alors à Ben Gourion de rendre public le projet de Dimona. Le premier ministre israélien le fera, tout en garantissant que celui-ci sera utilisé à des fins exclusivement pacifiques ! Pour avoir dénoncé la supercherie, Mordechai Vanunu, technicien nucléaire israélien, sera, on le sait, emprisonné pendant dix-huit ans...

Une suspicion à géométrie variable

« Naturellement, toute centrale nucléaire qui serait construite en Israël sera soumise aux garde-fous internationaux », a assuré le ministre israélien. Pourtant, c'est au nom de cette même suspicion qu'Israël s'agite partout dans le monde pour s'opposer à l'Iran. Téhéran parle d'énergie nucléaire civile ? Les Iraniens veulent fabriquer la bombe atomique, rétorque Israël, qui, visiblement, ne fait pas confiance aux « garde-fous internationaux » et s'apprête même à bombarder l'Iran. Les soucis énergétiques d'Israël ne manquent pas de piquant, alors qu'il a détruit les centrales électriques de la bande de Gaza et que même le pétrole arrive au compte-gouttes. La communauté internationale est invitée à investir en Israël alors que, selon la Banque mondiale, la croissance fragile de l'économie en Cisjordanie dépend de l'aide des pays donateurs, mais les restrictions de mouvement sur les personnes et les biens imposées par Tel-Aviv après le déclenchement de la seconde Intifada en 2000 ont « sapé la croissance du secteur privé palestinien ». Ce qui n'empêche pas Israël de vouloir intégrer l'OCDE et de tromper la communauté internationale en profitant des accords d'associations et des exonérations de taxe sur les marchandises, y compris celles en provenance des colonies juives de Cisjordanie. En toute illégalité.

Pierre Barbancey